

"L'empire contre-attaque"

La confirmation du retour de la Russie



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur adjoint
de Grenoble Ecole
de Management
Directeur de l'ESC
Grenoble

Avec l'affaire Snowden, la Russie s'est positionnée comme respectueuse de la démocratie et des libertés civiles, prenant à contre-pied les attaques dans elle est régulièrement l'objet.

En six mois à peine, la Russie s'est imposée comme l'un des acteurs incontournables de la scène internationale. Tour à tour défenseur des libertés publiques avec l'affaire Snowden, champion de la négociation multilatérale dans la crise syrienne et aujourd'hui arbitre du destin ukrainien, Moscou a su tirer partie à la fois de ses atouts et de la faiblesse de ses partenaires. *"Héritière d'une diplomatie redoutée mais affaiblie depuis la chute de l'URSS, la Russie ambitionne de retrouver son rang de grande puissance"*, résume Jacques Lévesque, enseignant à l'université du Québec à Montréal, dans *Le Monde diplomatique*. Si l'année écoulée a fait la preuve incontestée qu'elle avait les moyens de ses prétentions, encore faut-il s'interroger - au-delà des coups diplomatiques - sur les objectifs de long terme visés par la politique étrangère du Kremlin. Après une ouverture magistrale, comment les maîtres russes du "Grand Échiquier" entendent-ils exploiter leur avantage ? Quelle est la doctrine des affaires étrangères de la Russie contemporaine ? À quelles "contradictions internes" se heurte-t-elle ?

Depuis cet été, la Russie a remporté plusieurs succès diplomatiques majeurs, qui tiennent tout autant à leur portée effective qu'à leur mise en scène. Tout d'abord, "au mois d'août, [Vladimir Poutine] a offert l'asile à l'informaticien américain Edward Snowden, auteur de fuites retentissantes sur les systèmes de surveillance numérique" de la NSA, remarque Jacques Lévesque. Si le président russe "a alors pu se targuer du fait que la Russie était le seul État capable de résister aux exigences de Washington", il a surtout bénéficié de l'affolement américain et du *mainstream* médiatique, sensible aux questions de liberté de communication et de "transparence" dans les échanges d'informations. "Une telle atmosphère a contribué à mettre en relief l'audace de M. Poutine, tant sur la scène politique russe qu'à l'international." Avec une simple offre d'asile politique, la Russie s'est positionnée comme respectueuse de la démocratie en général, et des libertés civiles en particulier, prenant à contre-pied les attaques dont elle est régulièrement l'objet sur ce sujet dans les médias occidentaux. Il s'agit cependant ici davantage de l'exploitation habile d'une opportunité que d'une décision découlant de calculs prémédités.

2013, l'année de la Russie

"Mais le véritable succès de M. Poutine, d'une portée bien supérieure, a été remporté dans le dossier syrien. Grâce à la promesse qu'il a arrachée à M. Bachar Al-Assad de détruire, sous contrôle international, toutes les armes chimiques de son pays, M. Obama a en effet décidé de renoncer 'provisoirement' aux bombardements punitifs qu'il envisageait", sou-

Sur le dossier syrien, Poutine, "maître des horloges, a conservé en permanence sa liberté d'action et mené le bal, forçant ses partenaires à emprunter toutes les issues qu'il ouvrait" (Olivier Zajec)

ligne encore Jacques Lévesque. Cette médiation ne tient pas du hasard. La Russie ambitionne depuis des années de rejouer un rôle central dans les grands dossiers du Proche et du Moyen-Orient. Après l'intervention libyenne de 2011, la Russie attendait également de pouvoir prendre sa revanche vis-à-vis des Occidentaux dont elle estime qu'ils avaient alors trahi sa confiance. Là encore, les Russes ont aussi profité de la faiblesse des Américains - contraints par la "ligne rouge" fixée par Barack Obama - et de la division des tenants de l'intervention, attestée par le refus du parlement britannique de s'aligner sur la position belliciste de David Cameron. *"Maître des horloges, M. Poutine a conservé en permanence sa liberté d'action et mené le bal, forçant ses partenaires à emprunter toutes les issues qu'il ouvrait"*, analyse, toujours dans *Le Monde diplomatique*, Olivier Zajec, chargé de recherches à l'Institut de Stratégie et des Conflits. *"Il augmente encore son emprise sur le régime de M. Assad, tout en renforçant un argumentaire efficace car très simple: dans quelle mesure, demande-t-il, des frappes 'ciblées' et 'limitées dans le temps' soulageraient-elles le peuple syrien? La force favorise-t-elle l'objectif d'une conférence internationale de paix? Pourquoi pourchasser le 'djihadisme' partout dans le monde, et lui venir en aide en Syrie? Dans ce jeu cynique de Realpolitik à trois bandes, Moscou a [finalement] rendu service au président américain en le tirant d'une opération qu'il redoutait."*

Les dernières évolutions sur la question nucléaire iranienne offrent également au Kremlin des moyens de pression non négligeables. La présidence Obama est pressée, tout comme le pouvoir iranien, d'afficher des résultats positifs. Si l'accord récemment arraché à Genève reste fragile, il permet à Moscou de se positionner comme un acteur essentiel dans la poursuite des négociations, tout en réclamant l'abandon du bouclier anti-missile en Europe. En effet, les Américains et l'OTAN ont toujours assuré que ce système d'armes visait l'Iran et ses futures capacités de dissuasion, et non la Russie - comme cette dernière le soupçonne. Vladimir Poutine a donc d'ores et déjà demandé le gel de ce programme, arguant qu'il n'a plus lieu d'être dans le nouveau contexte de déprolifération.

Sur le dossier ukrainien enfin, Moscou a réussi pour l'heure à préserver son "pr carré". Alors que l'Ukraine s'apprêtait à mettre fin à ses hésitations entre l'Ouest et l'Est, Kiev a décidé de suspendre les discussions avec l'Union européenne, alors qu'un accord d'association devait être prochainement signé. Si la Russie se défend de toute ingérence dans cette situation, il lui est permis d'espérer conserver dans sa sphère d'influence un pays qu'elle considère comme faisant partie de son identité culturelle et historique tout en lui proposant de rejoindre comme membre à part entière la Communauté économique eurasiatique (CEEA). La partie est cependant loin d'être gagnée et devrait se poursuivre en 2014.

Les ressorts de la politique étrangère russe

La Russie n'a pas attendu 2013 pour réaffirmer son rôle international. Les récents coups de maître sont l'aboutissement d'un repositionnement orchestré depuis une quinzaine d'années. De la fin de la Guerre froide à aujourd'hui, la politique étrangère russe est loin d'être restée inactive. Déjà sous l'impulsion d'Evgueni Primakov, ministre des affaires étrangères de 1996 à 1998 puis président du gouvernement jusqu'en mai 1999, la Russie avait substantiellement réorienté sa politique extérieure. *"Le respect que [cet ancien haut responsable du KGB] imposait avec sa vision classique de la Realpolitik et son appel à la construction d'un ordre multipolaire laissa une trace durable"*, souligne Yann Breault, chargé de cours à l'université du Québec à Montréal. Evgueni Primakov rompt en effet avec la volonté de rapprochement avec les États-Unis qui avait caractérisé les premières années du mandat de Boris Eltsine. Il prône un recentrage sur les intérêts nationaux et dénonce l'unilatéralisme américain. Primakov s'inquiète également de l'avancée de l'OTAN dans l'"étranger proche" de la Russie. L'intégration des pays baltes, à la fois au sein de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne, est ainsi perçue comme une intrusion et une menace indirecte sur sa sécurité. Lorsque Vladimir Poutine accède à la présidence de la Fédération de Russie en 2000, il peut donc s'appuyer sur cet héritage pour bâtir la doctrine du renouveau russe qu'il appelle de ses vœux.

C'est déjà sous l'impulsion d'Evgueni Primakov (1996-1999) que la Russie affiche un retour à la vision classique de la Realpolitik et appelle à la construction d'un ordre mondial multipolaire.

Géopolitiquement, la modernisation continue de l'armée, l'affirmation de l'identité nationale ou encore l'appel à un sursaut démographique permettent d'asseoir dans la durée le dessein de la politique étrangère de la Russie nouvelle : devenir l'une des principales puissances régionales du monde multipolaire qui s'annonce.

Lors de sa récente adresse à la nation, le 12 décembre 2013, Poutine réaffirme la volonté de la Russie de construire une Union eurasiatique réunissant son étranger proche et de se positionner comme un leader mondial - et non comme une superpuissance qui dicterait "aux autres comment ils doivent vivre". Derrière la critique de l'unilatéralisme états-unien, la Russie postsoviétique défend l'idée d'un monde multipolaire au sein duquel elle aurait une "responsabilité historique croissante, non seulement comme l'un des garants de la stabilité mondiale et régionale, mais aussi en tant qu'État qui défend avec constance son approche morale, y compris dans les relations internationales". La politique intérieure a été longuement abordée, notamment au travers de la défense des valeurs traditionnelles (famille, Église orthodoxe,...), considérées comme le socle de la nouvelle puissance russe. Poutine rejoint la vision "d'une renaissance civilisationnelle à la fois slavophile et eurasiatique" (Yann Breault), qu'il partage avec son appareil diplomatique et sécuritaire. Géopolitiquement, la modernisation continue de l'armée, l'affirmation de l'identité nationale ou encore l'appel à un sursaut démographique du président russe sont autant de leviers visant à asseoir dans la durée le dessein de la politique étrangère de la Russie nouvelle : devenir l'une des principales puissances régionales du monde multipolaire qui s'annonce.

Un modèle qui a aussi ses limites

Vladimir Poutine "voit dans les derniers événements un signe des temps et une occasion à ne surtout pas gâcher", remarque Jacques Lévesque. Ses récentes victoires diplomatiques ont inspiré au président russe une humilité affichée et la volonté de jouer davantage la carte de l'influence. D'autant plus qu'il fait toujours peur à beaucoup, de même qu'il a pris beaucoup de risques. Il est en effet désormais tenu de faire évoluer positivement la situation en Syrie, notamment en garantissant la neutralisation effective des arsenaux chimiques. Il est également tenu de donner à l'"Union eurasiatique" des perspectives autres qu'un simple retour à l'Empire russe. Car si "les jeunes États issus de l'effondrement de l'URSS partagent avec la Russie l'influence de la doctrine de l'eurasisme, qui postule qu'ils forment ensemble un même continent face aux puissances thalassocratiques, c'est un ciment potentiel qui est loin de faire l'unanimité dès lors que l'on aborde ses modalités pratiques de mise en œuvre." (cf. note CLES n°87, 22/11/2012). À l'intérieur même des frontières russes, l'eurasisme n'est pas évident à concilier avec une xénophobie "anti-turk" visiblement enracinée. Enfin, Vladimir Poutine est également tenu, du fait même de ses succès récents, et du symbole qu'il veut y voir, à une réussite parfaite des Jeux Olympiques d'Hiver à Sotchi - réussite que ne souhaitent pas ses adversaires, Tchétchènes en particulier...

Plus fondamentalement, sa vision de la Russie future se heurte à de fortes faiblesses structurelles. Le pays est l'un des rares au monde à perdre des points dans le calcul de l'indice de développement humain (IDH) et la rente pétrolière est loin d'avoir assuré le financement du renouveau industriel, au point que plane toujours davantage un risque de "Dutch disease". Enfin, une vision essentiellement légaliste des relations internationales a ses limites à l'heure du *soft power*. Pour proposer un contre-modèle à "l'américanisation du monde", la Russie doit aussi apprendre à faire rêver. ■

Pour aller plus loin: "Place de Smolensk, une élite entre nostalgie et ambition", par Yann Breault et "La Russie est de retour", par Jacques Lévesque, *Le Monde diplomatique* n°716, 28 p., 5,40 €; "Cinglante débâcle de la diplomatie française", par Olivier Zajec, *Le Monde diplomatique* n°715, 28 p., 5,40 €; Message de Vladimir Poutine au parlement russe, RIA Novosti, 12/12/2013.

EXTRAIT :

Sur la vision géopolitique de la Russie : "Depuis 1996, l'objectif central et officiel de la politique extérieure est de renforcer la tendance à la multipolarité dans le monde, afin de réduire graduellement l'unilatéralisme américain. Réaliste quant aux capacités actuelles et même futures de son pays, M. Poutine estime que la Russie a besoin de partenaires pour avancer dans cette voie multipolaire." (Jacques Lévesque, *La Russie est de retour*, op. cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>